



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté**

Unité Départementale de la Côte-d'Or

ARRETE PREFECTORAL N° 370.

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

Société MARBREK-CMF
Carrière située au lieu-dit « En Charibeu »
sur la commune de BUFFON (21500)

Le préfet de la Côte-d'Or

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 autorisant la société DE VECCHI à exploiter, pour une durée de 30 ans, une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur la commune de BUFFON au lieu-dit « En Charibeu » ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 1995 modifiant la superficie sur laquelle porte l'autorisation d'exploiter la carrière susmentionnée ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière susmentionnée à la Société des Carrières de Bourgogne (SCB) ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2021 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière susmentionnée à la société MARBREK-CMF ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 janvier 2022, transmis à l'exploitant par courrier du 21 janvier 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 3 mars 2022 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU les observations présentées par courrier du 16 mars 2022 par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que les articles 1. et 4.1. de l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 susvisé disposent :

- article 1. : « La SARL DE VECCHI dont le siège social est à BUFFON, est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de BUFFON au lieu-dit "En Charibeu". partie des parcelles n° 1134 et 1135 section A sur une superficie totale de 19 ha 07 a, dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté. »
- article 4.1. :
 - « La configuration de l'actuelle verse à stériles ne doit pas être notablement modifiée. » ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. »

CONSIDÉRANT que l'article R. 181-46 du code de l'environnement dispose :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 1^{er} décembre 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté :

- article 1. de l'arrêté du 3 février 1995 : que des installations de la carrière dépassent du périmètre autorisé jusque dans le périmètre de la Société Buffonaise de Concassage (SBC). En particulier, le parking véhicules légers à proximité des bureaux se situe hors périmètre autorisé, de même, la plate-forme située en haut de la rampe sud-ouest se situe pour partie hors périmètre autorisé. La plate-forme est partiellement utilisée par l'exploitant pour y stocker des blocs de pierre ;
- article 4.1. de l'arrêté du 3 février 1995 : que les clichés disponibles sur le site "remonterletemps" de l'IGN montrent l'existence, au moment de la décision d'autorisation de renouvellement de 1995, d'une verse à stériles au nord de cette plate-forme tandis que le sud de la plate-forme était initialement boisé. Le bois a servi de verse à stériles à partir de 1999 avant que la surface définitive en plate-forme ne soit atteinte en 2002 ; que la surface de la verse à stériles a été notablement augmentée à la fois dans le périmètre autorisé et en dehors ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant déclare disposer de la maîtrise foncière des terrains jouxtant le périmètre autorisé et sur lesquels sont présents les installations susmentionnées ; que l'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ; que la seule maîtrise foncière des terrains ne vaut pas autorisation environnementale sur les terrains concernés.

CONSIDÉRANT que l'exploitant déclare que l'augmentation de la surface de verse à stériles est antérieure à la reprise de l'activité par la SCB actée en 2012, puis par MARBREK-CMF en 2021 ; que l'intégralité des droits et des obligations attachés à l'autorisation d'exploiter, tels qu'ils sont définis par les arrêtés préfectoraux susvisés, sont applicables au nouvel exploitant ; que la mise en conformité du site relève de la responsabilité de l'exploitant actuel, la société MARBREK-CMF ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1. et 4.1. de l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'aucune disposition n'apparaît envisageable pour permettre un retour à la conformité des installations aux dispositions relatives à la surface en exploitation et à la surface de la verse à stériles, et que par conséquent cela constitue des modifications des conditions d'exploitation qui auraient dû être portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société MARBREK-CMF (SIREN : 531 228 773) dont le siège social est situé rue Jacques Lecocq à ETROCHEY (21400), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour la carrière qu'elle exploite sur la commune de Buffon :

Dispositions à respecter	Délai
Articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement	6 mois à compter de la notification du présent arrêté

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société MARBREK-CMF.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

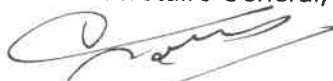
Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Maire de la commune de Buffon, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON, le **28 MARS 2022**

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,



Frédéric CARRE